

LETTRE DU RÉSEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers membres du Réseau des jeunes chercheurs,

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Vous trouverez dans cette lettre l'actualité du droit international du mois de janvier 2024.

En espérant que vous prendrez plaisir à lire cette lettre et en vous souhaitant à toutes et à tous une très belle nouvelle année,

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

SOMMAIRE

NOUVELLES EN VRAC.....	2
APPELS À COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI.....	4
PROGRAMME DE LA DEMI-JOURNÉE CO-ORGANISÉE PAR LE BUREAU DES JEUNES CHERCHEURS ET LE CREDIMI.....	5
JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL.....	7
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE.....	7
JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT DES INVESTISSEMENTS.....	10
<i>CIRDI.....</i>	<i>10</i>
<i>Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA.....</i>	<i>12</i>
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER.....	12
JURISPRUDENCES DES COURS RÉGIONALES DES DROITS DE L'HOMME.....	13
<i>Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme.....</i>	<i>13</i>
<i>Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.....</i>	<i>15</i>
<i>Cour européenne des droits de l'Homme.....</i>	<i>15</i>
COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE.....	16
JURISPRUDENCES NATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL.....	17
JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT D'ASILE.....	17
<i>Cour Nationale du Droit d'Asile.....</i>	<i>17</i>
ACTIVITÉS DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.....	19
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES.....	19
CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES.....	19
COMITÉ DU CONSEIL DE SÉCURITÉ FAISANT SUITE AUX RÉSOLUTIONS 1267 (1999), 1989 (2011) ET 2253 (2015) CONCERNANT L'EIL (DAECH), AL-QAIDA ET LES PERSONNES, GROUPES, ENTREPRISES ET ENTITÉS QUI LEUR SONT ASSOCIÉS	20
PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL.....	21
BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE.....	21
BLOGS DE LANGUE ANGLAISE.....	22
BLOGS DE LANGUE ESPAGNOLE.....	38
BLOGS DE LANGUE ITALIENNE.....	39

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ Le **CREDIMI** et l'**Université de Bourgogne**, en partenariat avec le **Bureau des jeunes chercheurs de la SFDI** organisent la première **demi-journée des jeunes chercheurs** sur le thème « **Sport et droit international des droits humains** » qui aura lieu le **4 mars** prochain. Toutes les informations via ce [lien](#), voir le programme complet ci dessous.
- ❖ L'**Institut de recherches juridiques de la Sorbonne** propose un cycle de **séminaires** sur « **Les entités non personnifiées : une comparaison franco-qubécoise** » les 6, 12, 19 et 25 mars 2024. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'**Institut de droit européen des droits de l'homme** organise une conférence sur « **L'interdiction de l'abattage rituel sans étourdissement devant la Cour européenne des droits de l'homme** » le **6 mars** 2024. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'**Université Côte d'Azur** et la **CERDACFF** organisent un colloque sur « **Les juridictions européennes, le Conseil constitutionnel et les juridictions administratives face aux normes internationales : 50 ans d'expériences croisées** » le **8 mars** 2024. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'**Université Jean Moulin Lyon III** et l'**équipe de recherche Louis Josserand** proposent un colloque sur « **L'imposition des sportifs dans un contexte international** » le **8 mars** 2024. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ **Les Universités de Bordeaux et de Beyrouth, le CRDEI et le CNRS** proposent un séminaire intitulé « **Études comparatistes des jurisprudences européennes** » qui aura lieu le **12 mars** 2024. Toutes les informations utiles via ce [lien](#).
- ❖ L'**Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne** et l'**Institut de recherche juridique de la Sorbonne** organisent un cycle de séminaires « **Droit étranger et international de la protection sociale** ». Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'**Université de Montpellier, le CERCOP et l'IDEDH** organisent une conférence sur « **Les droits fondamentaux au Royaume-Uni : entre souveraineté parlementaire et prééminence des droits** » le **15 mars** 2024. Toutes les informations via ce [lien](#).

- ❖ **L'Université de Montpellier et le CERCOP** proposent une table ronde sur le thème « **En finir avec les idées reçues sur la Convention européenne des droits de l'Homme** » le **19 mars 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ **Le Concours européen des droits de l'Homme René Cassin** tiendra sa 39^{ème} édition à Strasbourg les **21 et 22 mars 2024**.
- ❖ **L'Université de Limoges, l'Observatoire des mutations institutionnelles et juridiques et le Bureau des jeunes chercheurs de la SFDI** proposent la deuxième demi-journée des jeunes chercheurs de la SFDI sur le thème « **Sport et droit international social** » le **25 mars 2024**. Toutes les informations à retrouver sur ce [lien](#).
- ❖ La **40^{ème} édition du Concours Rousseau** se tiendra du 6 au 11 mai 2024 à **l'Université Libre de Bruxelles**.

APPELS À COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...

- ❖ Le **CEPRISCA** et le **CURAPP** lancent un appel à communication sur le thème « **La doctrine comme objet d'étude. Bilan et perspectives** ». La date limite de candidature est fixée au **31 mars 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ **Aix-Marseille Université, l'Université Paris Nanterre et l'Université Le Havre Normandie** lancent un appel à communication sur le thème « **Les nouveaux visages des ports dans un monde en transitions** ». La date limite de candidature est fixée au **4 avril 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ Dans le cadre des journées internationales d'histoire du droit, un appel à communication est lancé sur le thème « **L'histoire du droit de la mer, la mer dans l'histoire du droit** ». La date limite de candidature est fixée au **31 mars 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).

**PROGRAMME DE LA DEMI-JOURNÉE CO-ORGANISÉE PAR LE BUREAU DES
JEUNES CHERCHEURS ET LE CREDIMI**

Sport Et Droit International Des Droits Humains

Lundi 4 mars 2024 de 14h à 17h40

Forum des savoirs de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) – Université de Bourgogne : 6
Esplanade Erasme 21000 Dijon et à distance via Teams via [ce lien](#).

14h00 : Accueil

Juliette Hodayé, *Membre du Bureau des jeunes chercheurs de la SFDI*

14h05 : Propos Introductifs

Mathias Forteau, *Professeur à l'Université Paris Nanterre*

Sport et genre

**14h20 : Les dispositifs d'admissions aux compétitions sportives féminines : réglementations
attentatoires aux droits humains des personnes intersexes et transgenres**

Julien Dechaud, *Doctorant à l'Université de Bourgogne / ATER à l'Université de Grenoble*

**14h40 : La distinction de genre dans les disciplines sportives non physiques : Réflexions à
partir de la restriction d'accès aux compétitions internationales imposée aux femmes
transgenres par la Fédération internationale des échecs**

Valentin Martin, *Doctorant à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

15h00-15h15 : Discussion avec la salle

Sport et liberté d'expression

**15h15 : La recherche d'un équilibre entre la garantie fondamentale de liberté d'expression
politique et les exigences de neutralité dans le milieu sportif**

Noémie Garcia, *Doctorante à l'Université de Perpignan Via Domitia*

**15h35 : Liberté d'expression et censure des messages de solidarité durant les compétitions
sportives internationales : Les leçons à tirer de la CAN de football 2023**

Olivier Bahoze Baraka, *Doctorant à l'Université de Kinshasa*

15h55-16h10 : Discussion avec la salle

16h10-16h30 : Pause

Sport et contrôle

16h30 : Sport et maintien de l'ordre : la jurisprudence de la CEDH dans la lutte contre le hooliganisme

Charles Bresson, *Doctorant à l'Université de Perpignan Via Domitia*

16h50 : La légitimité des sanctions en matière de lutte antidopage : une perspective critique à la lumière du cas Peter Bol

Sitsofé Jude-Vianney Kitty, *Doctorant à l'Université de Caen Normandie*

17h10-17h25 : Discussion avec la salle

17h25 : Propos conclusifs

Mme Hélène Tourard, *Maîtresse de conférences HDR à l'Université de Bourgogne*

JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Cour internationale de Justice

Avec la contribution de Mathilde Desurmont, Doctorante à l'Université de Strasbourg (pour les communiqués, ordonnances, mesures conservatoires et exceptions préliminaires) et de Suzy Malbeaux, Doctorante à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (pour les arrêts de fond et de réparation et les avis consultatifs)

La Cour a tenu des audiences publiques et a rendu une ordonnance en mesure conservatoire concernant l'affaire sur *l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)*.

11 janvier [Compte rendu](#) : La Cour a tenu une audience publique concernant l'affaire sur *l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)* relative à la demande de l'Afrique du Sud à la Cour d'ordonner des mesures conservatoires. Cette première journée s'est conclue par les demandes de l'Afrique du Sud qui a prié la Cour d'indiquer 9 mesures conservatoires dont la suspension immédiate des opérations militaires à et contre Gaza, l'adoption de toutes les mesures raisonnables en leur pouvoir pour prévenir le génocide, l'abstention de commettre l'un des quelconques actes visés à l'article II de la convention, la collecte des éléments de preuve relatifs aux allégations d'actes relevant de l'article II de la convention, la rédaction d'un rapport régulier auprès de la Cour de ces mesures ainsi que la prévention et l'interdiction de tout acte susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend porté devant la Cour ou d'en rendre le règlement plus difficile.

12 janvier [Compte rendu](#) : Cette seconde journée d'audience publique relative à l'affaire sur *l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)* a été consacrée à la réponse de l'État israélien concernant la demande de mesures conservatoires formulée par l'Afrique du Sud. Israël a demandé le rejet de la demande en indication de mesures conservatoires soumises par l'Afrique du Sud et que l'affaire soit radiée de son rôle en vertu de l'article 60§2 du Règlement de la Cour, des motifs exposés durant l'instance et de tous autres motifs jugés appropriés par la Cour.

26 janvier [Ordonnance](#) : La Cour a rendu une ordonnance en mesure conservatoire dans l'affaire sur *l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)* relative à la demande de l'Afrique du Sud à la Cour d'ordonner des

mesures conservatoires. La Cour a ordonné à quinze voix contre deux (Mme Sebutinde, juge ; M. Barak, juge *ad hoc*) à l'État d'Israël de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission, à l'encontre des Palestiniens de Gaza, de tout acte entrant dans le champ d'application de l'article II de la convention ; de veiller à ne pas commettre d'acte entrant dans le champ de cet article ; doit prendre des mesures effectives pour prévenir la destruction et assurer la conservation des éléments de preuve relatifs aux allégations d'actes entrant dans le champ d'application des articles II et III de la convention ; doit remettre à la Cour un rapport sur l'ensemble de ces mesures. Elle a aussi ordonné à seize voix contre une (Mme Sebutinde, juge), que l'État d'Israël doit prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence et qu'il doit prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide à l'encontre des membres du groupe des Palestiniens de la bande de Gaza.

Se joint à cette ordonnance une [déclaration](#) de Mme la juge XUE, une [opinion dissidente](#) de Mme la juge SEBUTINDE, une [déclaration](#) de M. le juge BHANDARI, une [déclaration](#) de M. le juge NOLTE, ainsi qu'une [opinion individuelle](#) de M. le juge BARAK.

Un [résumé](#) de l'ordonnance est disponible.

Dans un [arrêt sur le fond en date du 31 janvier 2024](#), la Cour a statué sur l'application et l'interprétation de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (ci-après « CIRFT ») et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ci-après « CIEDR »).

D'abord, la Cour a rappelé, face au contexte actuel, qu'étaient exclues du présent différend les questions relatives à l'agression et l'occupation illicite dont la Fédération Russie serait l'auteure et qu'elle n'était pas appelée à se prononcer sur le statut de la Crimée en droit international. Il convient ensuite de préciser que le différend soumis à l'attention de la Cour portait, en premier lieu, sur le respect de l'obligation de coopération et d'adoption des mesures nécessaires pour prévenir et réprimer la commission d'infractions de financement du terrorisme. En second lieu, la Cour était également invitée à examiner le respect des dispositions de la CIEDR au regard des mesures discriminatoires que la Fédération de Russie aurait adoptées au détriment des communautés ukrainienne et tatare de Crimée.

Concernant la CIRFT, la Cour a conclu à la violation de l'article 9. Elle a en effet estimé que la Russie n'avait ni respecté son obligation de coopération avec l'Ukraine dans la conduite de son

enquête relative aux allégations de financement du terrorisme dont les auteurs présumés se trouvaient sur son territoire, ni conduit sérieusement ladite enquête. Quant aux articles 2, 8, 10, 12, 18, la Cour a conclu à leur non-violation.

Sur le terrain de la CIEDR, la Cour a conclu à la violation de l'article 2 paragraphe 1a) ainsi que de l'article 5 alinéa v) point e). En l'espèce, la Cour a jugé que l'organisation du système d'éducation en Crimée était discriminatoire en ce qui concerne l'accès à un enseignement en langue ukrainienne. La Cour a mis en avant que le système d'éducation était entièrement contrôlé par les autorités russes qui ont drastiquement limité l'accès à un enseignement en langue ukrainienne. En ce sens, peu convaincue face aux arguments des autorités russes, cette pratique a été qualifiée par la Haute juridiction d'acte de discrimination généralisé du fait des autorités et institutions publiques au sens de l'article 2 paragraphe 1a), et ce au détriment des enfants d'origine ethnique ukrainienne. Enfin, ces mêmes faits ont été regardés par la Cour comme caractérisant de surcroît une violation du droit à l'éducation et à la formation professionnelle dont la Fédération de Russie avait l'obligation d'assurer une jouissance non-discriminatoire pour l'ensemble de la population au sens de l'alinéa v) point e) de l'article 5.

En parallèle, l'Ukraine a prié la Cour de se prononcer sur la violation par la Fédération de Russie de ses obligations au titre de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires en date du 19 avril 2017. *À ce sujet*, la Cour a conclu à la violation de l'ordonnance en ce que la Russie a empêché la communauté des Tatars de Crimée de conserver ses instances représentatives (*Majlis*). De la même manière, la Cour a estimé que la Russie ne s'est pas abstenue, en violation de l'ordonnance, de tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend ou d'en rendre la résolution plus difficile.

In fine, la Haute juridiction a rejeté les demandes de remèdes formulées par l'Ukraine au sujet des violations de la CIRFT et de la CIEDR, estimant qu'il n'était ni nécessaire ni approprié de les allouer. Elle a néanmoins précisé que la Russie était tenue de mettre en œuvre son obligation de réparer, dans une forme adéquate, la violation de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 19 avril 2017.

Jurisprudences relatives au droit des investissements

CIRDI

Avec la contribution de Ruxandra Gologan

Korea National Oil Corporation, KNOC Nigerian West Oil Company Limited, and KNOC Nigerian East Oil Company Limited v. Federal Republic of Nigeria, [ICSID Case No. ARB/23/19](#)

- [Procedural Order No. 1](#), November 7, 2023 (disponible en anglais)

Abdallah Andraous v. Kingdom of the Netherlands, [ICSID Case No. UNCT/23/3](#)

- [Amended Notice of Arbitration](#), February 7, 2023 (disponible en anglais)

Westmoreland Coal Company v. Canada, [ICSID Case No. UNCT/23/2](#)

- [Respondent's Reply on Jurisdiction](#), December 13, 2023 (disponible en anglais)

Coropi Holdings Limited, Kalemegdan Investments Limited and Erinn Bernard Broshko v. Republic of Serbia, [ICSID Case No. ARB/22/14](#)

- [Procedural Order No. 5](#), December 8, 2023 (disponible en anglais)

José Alejandro Hernández Contreras v. Republic of Costa Rica, [ICSID Case No. ARB\(AF\)/22/5](#)

- [Updated Procedural Calendar](#), January 22, 2024 (disponible en espagnol)

TC Energy Corporation and TransCanada Pipelines Limited v. United States of America, [ICSID Case No. ARB/21/63](#)

- [Procedural Order No. 3](#), November 6, 2023 (disponible en anglais)
- [Procedural Order No. 4](#), December 11, 2023 (disponible en anglais)
- [Privilege Expert's Report](#), January 18, 2024 (disponible en anglais)
- [Respondent's Reply on its Preliminary Objection](#), December 27, 2023 (disponible en anglais)

Interconexión Eléctrica S.A. E.S.P. v. Republic of Chile, [ICSID Case No. ARB/21/27](#)

- [Hearing Transcripts](#) – Days 1-5, June 19-24, 2023 (disponibles en espagnol)

Riverside Coffee, LLC v. Republic of Nicaragua, [ICSID Case No. ARB/21/16](#)

- [Respondent's Request for Security for Costs](#), October 3, 2023 (disponible en anglais)
- [Claimant's Reply Memorial](#), November 3, 2023 (disponible en anglais)
- [Claimant's Response](#) to Respondent's Request for Security for Costs, November 10, 2023 (disponible en anglais)
- [Respondent's Reply](#) Comment on the Request for Security for Costs, November 17, 2023 (disponible en anglais)
- [Claimant's Rejoinder](#) Comment on the Request for Security for Costs, November 24, 2023 (disponible en anglais)

- [Procedural order No. 7](#), December 20, 2023 (disponible en anglais)

First Majestic Silver Corp. v. United Mexican States, [ICSID Case No. ARB/21/14](#)

- [Decision on Respondent's Preliminary Objection to Jurisdiction](#), December 20, 2023 (disponible en anglais)

Optima Ventures LLC, Optima 7171 LLC and Optima 55 Public Square LLC v. United States of America, [ICSID Case No. ARB/21/11](#)

- [Decision on the Respondent's Preliminary Objections under Arbitration Rule 41\(5\)](#), January 19, 2024 (disponible en anglais)

Peteris Pildegovics and SIA North Star v. Kingdom of Norway, [ICSID Case No. ARB/20/11](#)

- [Award of the Tribunal](#), December 22, 2023 (disponible en anglais)
- [Parties' Submissions](#)

Latam Hydro LLC and CH Mamacocha S.R.L. v. Republic of Peru, [ICSID Case No. ARB/19/28](#)

- Award and Dissenting Opinion, December 20, 2023 (disponible en [anglais](#) et [espagnol](#))

Legacy Vulcan, LLC v. United Mexican States, [ICSID Case No. ARB/19/1](#)

- [Claimant's Post-Hearing Brief](#), October 27, 2023 (disponible en anglais)
- [Respondent's Post-Hearing Brief](#), October 27, 2023 (disponible en espagnol)

LSF-KEB Holdings SCA and others v. Republic of Korea, [ICSID Case No. ARB/12/37](#)

- [Decision on Stay of Enforcement](#), December 15, 2023 (disponible en anglais)

Décisions anciennes publiées récemment

Scholz Holding GmbH v. Kingdom of Morocco, [ICSID Case No. ARB/19/2](#)

- [Award of the Tribunal](#), August 1, 2022 (disponible en français)

Cementos La Union S.A. and Aridos Jativa S.L.U v. Arab Republic of Egypt, [ICSID Case No. ARB/13/29](#)

- [Decision on Annulment](#), July 31, 2023 (disponible en anglais)
- [Award and Separate Opinion](#), October 30, 2020 (disponible en anglais)

Highbury International AVV and Ramstein Trading Inc. v. Bolivarian Republic of Venezuela, [ICSID Case No. ARB/11/1](#)

- [Decision on Annulment](#), September 9, 2019 (disponible en espagnol)

Cambodia Power Company v. Kingdom of Cambodia, [ICSID Case No. ARB/09/18](#)

- [Excerpts of the Award](#), April 22, 2013 (disponible en anglais)

Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA

Avec la contribution de Natalia Gaucher-Mbodji, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille et Mohamadou Fallou Mbodji, docteur en droit, Of Counsel, Alexander & Partners

Note : L'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), instituée le 17 octobre 1993 par le Traité de Port-Louis, regroupe aujourd'hui 17 États africains. Son objectif est de rationaliser le droit des affaires afin de garantir la sécurité juridique des investissements en Afrique, mais aussi d'offrir une sécurité judiciaire.

Cette chronique de jurisprudence s'adapte au rythme de la publication des arrêts dans le Recueil de jurisprudence de la CCJA, disponible à l'achat sur le site de son éditeur. La Cour a récemment publié l'ensemble de sa jurisprudence de l'année 2021. Nous présentons ce mois-ci les arrêts intéressants rendus en matière de compétence entre janvier et mai 2021.

À paraître dans la prochaine lettre.

Tribunal International du Droit de la Mer

Avec la contribution de Charlotte Collard, doctorante à l'Université de Paris I

Rien à signaler pour le mois de janvier 2024.

Jurisprudences des cours régionales des droits de l'Homme

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme

Avec la contribution de Camille Michel, doctorante à l'Université d'Orléans

Comunidad Garífuna de San Juan y sus miembros c. Honduras. Exceptions préliminaires, décision sur le fond, les réparations et les frais de justice. 29 août 2023. Série C N° 496 [Disponible uniquement en espagnol] :

[Droit à la propriété collective - Participation politique - Accès à l'information publique - Droit à la vie - Droit à l'intégrité personnelle des membres de la Communauté Garífuna de San Juan - Garanties judiciaires - Protection judiciaire]

Cette affaire concerne l'engagement de la responsabilité internationale de l'Honduras pour le manque de protection des terres ancestrales de la communauté Garífuna de San Juan, ainsi que les menaces présumées à l'encontre de plusieurs de ses dirigeants. Les Garífuna constituent une culture et un groupe ethnique distincts, issus d'un syncrétisme entre autochtones et Africains, qui ont fait valoir leurs droits au Honduras en tant que peuple autochtone. La communauté Garífuna de San Juan est l'une des communautés qui fait partie du peuple Garífuna et sa population est située dans la municipalité de Tela, département de l'Atlántida, sur les rives de la mer Caraïbe. La communauté Garífuna de San Juan ne disposait pas d'un titre de propriété collective reconnaissant l'ensemble de ses terres et territoires ancestraux. Par conséquent, depuis 1979, l'État du Honduras a commencé à accorder des titres fonciers à la communauté Triunfo San Juan et à ses membres.

L'absence de délimitation et de démarcation effectives par l'État des frontières du territoire sur lequel existe le droit de propriété collective d'un peuple autochtone peut créer un climat d'incertitude permanente parmi les membres des peuples concernés, dans la mesure où ils ne savent pas avec certitude jusqu'où s'étend géographiquement leur droit de propriété collective et, par conséquent, ils ne savent pas jusqu'où ils peuvent utiliser et jouir librement des biens respectifs.

La Cour constate que l'État est responsable d'une violation du droit de propriété contenu dans l'article 21 de la Convention américaine en relation avec l'article 1, paragraphe 1, du même instrument, au détriment de la communauté Garífuna de San Juan. La violation de ce droit par l'État est due à l'absence de titre, de délimitation et de démarcation du territoire de ladite communauté et au fait que l'usage et la jouissance de cette propriété communale n'ont pas été garantis.

Bendezú Tuncar c. Pérou, Exceptions préliminaires et décision sur le fond. 29 août 2023. Série C N° 497 [Disponible uniquement en espagnol] :

Cette affaire concerne le licenciement de Monsieur Bendezú de l'Université San Martín de Porres, établissement privé. M. Bendezú a engagé trois procédures judiciaires pour obtenir réparation de son licenciement, qu'il considérait comme contraire à ses droits. Aucune de ces procédures n'a été favorable à M. Bendezú. La Cour devait déterminer si le requérant avait obtenu une réelle possibilité d'accès à la justice et si les garanties d'une procédure régulière avaient été respectées.

La Cour n'a pas reconnu la responsabilité de l'État de la violation, au détriment de M. Leónidas Bendezú Tuncar, des droits aux garanties judiciaires et à la protection judiciaire.

Valencia Campos y otros c. Bolivie. Interprétation de l'exception préliminaire, du fond, des réparations et des frais de justice. 30 août 2023. Série C N° 498 :

[Disponible en espagnol, en anglais, en portugais et en français]

Le 18 octobre 2022, la Cour interaméricaine a rendu l'arrêt dans la présente affaire, qui a été notifié aux parties et à la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Le 17 avril 2023, l'État a présenté une demande d'interprétation de l'arrêt en ce qui concerne la portée de la prise en charge des frais et dépens de l'une des représentations et la mesure du traitement médical et psychologique et/ou psychiatrique.

L'arrêt Valencia Campos y otros c. Bolivie, 18 octobre 2022, concernait les violations de multiples droits protégés par la Convention Américaine relative aux droits de l'homme suite aux perquisitions et aux détentions intervenues dans le cadre de l'enquête sur le vol d'un fourgon de transport de fonds.

Nissen Pessolani c. Paraguay. Interprétation du fond, des réparations et des frais de justice. 30 août 2023. Série C N° 499.

[Disponible en espagnol, en anglais, en portugais et en français]

Le 21 novembre 2022, la Cour interaméricaine a rendu l'arrêt dans la présente affaire, qui a été notifié aux parties et à la Commission interaméricaine des droits de l'homme le 31 janvier 2023. Le 20 février 2023, l'État a présenté une demande d'interprétation de l'arrêt. Le Paraguay a demandé « la

rectification d'une erreur de calcul commise pour la détermination de la somme d'argent fixée au titre du dommage matériel ».

L'arrêt rendu le 21 novembre 2022, *Nissen Pessolani c. Paraguay*, concernait la responsabilité de l'État pour la violation d'une série de garanties judiciaires dans le cadre d'une procédure engagée contre M. Alejandro Nissen Pessolani par le « Jurado de Enjuiciamiento de Magistrados » qui a déterminé la révocation de son poste d' « Agente Fiscal Penal ».

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

Avec la contribution de Fagueye Wélé, doctorante à l'Université Paris Nanterre

À paraître dans la prochaine lettre.

Cour européenne des droits de l'Homme

Avec la contribution de Pierre Jourdain, doctorant de l'Université Paris-Panthéon-Assas

[*Al-Hawsawi c. Lituanie*, arrêt du 16 janvier 2024, n°6383/17 \(uniquement en anglais\)](#)

[juridiction – extraterritorialité – extradition – Guantanamo Bay – CIA – terrorisme – preuves]

Le requérant est un détenu du célèbre centre de détention étatsunien de Guantanamo Bay. Son recours porte sur des allégations de violations de la Convention imputables à la Lituanie prétendument commises à l'occasion de sa détention dans une prison secrète administrée par la *Central Intelligence Agency* étatsunienne en territoire lituanien et du fait de son extradition vers les États-Unis dans les années 2000. La Cour est notamment confrontée aux difficultés que ce type de cas implique en matière de preuves ainsi qu'aux questions plus classiques de qualification de la juridiction de la Lituanie telle que définie selon l'article 1^{er} de la Convention.

La Cour reconnaît que, pour les faits allégués, le requérant était bien sous la juridiction de la Lituanie et relève que celle-ci a violé à plusieurs titres les articles 2, 3, 5, 6(1) et 8, 13 de la Convention et 1^{er} du Protocole n°6 à la Convention.

[Alkhatib et autres c. Grèce, arrêt du 16 janvier 2024, n°3566/16](#)

[poursuite – recours à la force – navire sans pavillon – droit à la vie]

Les faits sont les suivants. Les garde-côtes grecs ont poursuivi un navire sans pavillon dans la mer territoriale grecque qui transportait – illégalement selon eux – différents passagers. Après différents avertissements infructueux manifestant l'intention des garde-côtes d'aborder le navire pour le contrôler, les garde-côtes ont ouvert le feu sur celui-ci. Fatalement, l'un des garde-côtes a tiré un coup de feu blessant grièvement l'un des passagers.

La Cour a relevé qu'il y avait eu une atteinte au droit à la vie de ce passager car un tel recours aux armes à feu n'était, en l'espèce, ni appliqué de manière suffisamment vigilante ni absolument nécessaire pour arraisonner le navire. Il est intéressant de relever qu'aucun élément de droit international de la mer n'est abordé dans l'arrêt y compris au stade de l'identification du droit applicable. L'arrêt n'en reste pas moins intéressant car il rappelle l'applicabilité de la Convention lors de l'exercice de différentes prérogatives des États parties sur leur territoire maritime.

Cour de justice de l'Union européenne

Avec la contribution d'Arthur Etronnier, doctorant contractuel en droit international et européen à l'Université Paris XII

Aucun arrêt rendu en lien avec le droit international pour le mois de janvier 2024.

JURISPRUDENCES NATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Jurisprudences relatives au droit d'asile

Cour Nationale du Droit d'Asile

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

Vous trouverez ci-dessous les décisions publiées, parfois relativement anciennes, ainsi que le lien vers le commentaire, le tout figurant sur le [site de la CNDA](#).
Une courte analyse de chacune des décisions est disponible [ici](#).

La CNDA a [publié](#) son rapport annuel 2023, à retrouver [ici](#).

[CNDA, 21 décembre 2023, M. O., n°23024696 C+](#)

« SOUDAN. La Cour juge que le Darfour Nord connaît une situation de violence aveugle d'intensité exceptionnelle. »

[CNDA 28 novembre 2023 M. B. n°22042222 C+](#)

« BURKINA FASO. La Cour juge que la région du Centre-Est connaît une situation de violence aveugle d'intensité exceptionnelle. »

[CNDA 22 novembre 2023 M. B. n°21065383 C+](#)

« La CNDA accorde le bénéfice de la protection subsidiaire au titre de l'article L. 512-1, 3° du CESEDA à un ressortissant ukrainien originaire de l'oblast de Kherson, en raison de la situation de violence aveugle d'intensité exceptionnelle y prévalant. »

[CNDA 15 novembre 2023 M. A. n° 23022677 C+](#)

« BIRMANIE : la CNDA conclut au bien-fondé des craintes de subir des persécutions du fait d'une orientation homosexuelle et reconnaît la qualité de réfugié pour ce motif. »

[CNDA 31 octobre 2023 Mme K. n°23019157 C](#)

« La CNDA accorde le statut de réfugiée à une enfant sierra-léonaise d'ethnie Temne alléguant, par l'intermédiaire de ses parents, craindre d'être soumise à la pratique de l'excision par ses familles maternelle et paternelle. »

[CE 24 octobre 2023 OFPRA c/ M. Diakité n° 468385 C](#)

« Le Conseil d'État rappelle que la Cour ne peut annuler une décision de l'OFPRA et lui renvoyer l'examen de l'affaire en application de l'article L. 532-3 du CESEDA que lorsque le requérant a été dans l'impossibilité de se faire comprendre lors de l'entretien devant l'Office et que le défaut d'interprétariat est imputable à l'OFPRA. »

[CE 23 octobre 2023 Mme A. B. n° 469617 C](#)

« Le Conseil d'État rappelle à la Cour son devoir de motivation lorsqu'elle écarte les pièces produites, en particulier lorsqu'il s'agit de certificats médicaux. »

[CE 23 octobre 2023 OFPRA c. M. C. n° 467649 C](#)

« Le Conseil d'État rappelle que s'agissant de la qualification de « crime grave », au sens de l'article L. 512-2, 2° du CESEDA, il n'y a pas lieu de prendre en compte d'éventuels regrets ni les circonstances intervenues depuis la commission du fait, mais seulement la nature de ce fait, les conditions dans lesquelles il a été commis ainsi que la gravité du dommage causé à la victime. »

[CE 23 octobre 2023 OFPRA c. M. A. n° 460596 C](#)

« Le Conseil d'État annule pour erreur de qualification juridique sur les deux motifs retenus par la CNDA une décision jugeant que les faits pour lesquels l'intéressé avait été condamné ne constituaient pas un crime grave et qu'il ne représentait pas une menace grave pour l'ordre public au sens du 4° de l'article L. 512-2 du CESEDA. »

[CNDA 19 octobre 2023 M. H. n°23031178 C+](#)

« La CNDA accorde l'asile à un ressortissant soudanais originaire du Darfour Sud en raison de la situation de violence aveugle d'intensité exceptionnelle (VAIE) prévalant dans cet État. »

[CE 3 octobre 2023 M. B. n° 466701 C](#)

« Le Conseil d'État sanctionne la Cour pour avoir jugé qu'il n'y avait pas de raisons sérieuses de penser qu'une part de responsabilité pouvait être imputée à l'intéressé dans des crimes ou agissements contraires aux buts et principes des Nations unies au sens de l'article 1er, F c) de la convention de Genève. »

ACTIVITÉS DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Assemblée générale des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

Décembre

A/RES/78/13 à A/RES/78/258 à retrouver [ici](#).

Janvier

[A/RES/78/259](#) : Journée internationale pour la science, la technologie et l'innovation dans le Sud

Conseil de sécurité des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

Janvier

[S/RES/2723 \(2024\)](#) : La situation à Chypre (UNFICYP)

[S/RES/2722 \(2024\)](#) : Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Décembre

[S/RES/2721 \(2023\)](#) : La situation en Afghanistan

[S/RES/2720 \(2023\)](#) : La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

[S/RES/2719 \(2023\)](#) : Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

[S/RES/2718 \(2023\)](#) : La situation au Moyen-Orient (FNUOD)

[S/RES/2717 \(2023\)](#) : La situation concernant la République démocratique du Congo (MONUSCO)

[S/RES/2716 \(2023\)](#) : Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme (1988 Comité)

[S/RES/2715 \(2023\)](#) : Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud (MINUATS)

[S/RES/2714 \(2023\)](#) : La situation en Somalie

[S/RES/2713 \(2023\)](#) : Paix et sécurité en Afrique

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés

Avec la contribution d'Eloïse Petit-Prévost, docteur de l'Université d'Angers

À paraître dans la prochaine lettre.

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

Le Club des juristes

- A. Etronnier, L. Dubin, « [Accord EU-Nouvelle-Zélande : un tournant pour la politique commerciale européenne ?](#) », 5 janvier 2024.
- G. Cahin, « [Conflit au Proche-Orient : Israël parviendra-t-il à légitimer sa riposte ?](#) », 8 janvier 2024.
- L. Delabie, « [Plainte de l'Afrique du Sud pour risque de génocide à Gaza : quel rôle pour la Cour internationale de Justice ?](#) », 10 janvier 2024.
- G. Vial, « [Recevabilité des preuves déloyales : une petite révolution](#) », 12 janvier 2024.
- S. Merabet, « [Vers un encadrement européen de l'intelligence artificielle](#) », 15 janvier 2024.
- A-S. Epstein, « [COP 28 : « good COP » ou « bad COP » ?](#) », 17 janvier 2024.
- E. Durand, « [Réforme du marché de l'électricité : que dit l'accord entre le Parlement européen et le Conseil ?](#) », 23 janvier 2024.
- C. Chevallier-Govers, « [Pacte migration et asile : les pays de l'Union européenne tombent d'accord sur un texte plus restrictif](#) », 24 janvier 2024.
- G. Dannenberg, « [Que peut-on attendre de la procédure consultative de la Cour internationale de Justice sur les politiques d'Israël en territoire palestinien occupé ?](#) », 26 janvier 2024.

Libertés, libertés chéries

- R. Letteron, « [Tempête sur le rocher](#) », 12 janvier 2024.

Blogs de langue anglaise

Avec la contribution de Maria Gudzenko, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille

[AJIL Unbound - online-only publication and blog of the American Journal of International Law](#)

K. Engle, F. Johns, A. Riles, « [Introduction to the Symposium on International Laws Public and Private](#) », 15 janvier 2024.

A.-C. Martineau, « [The Private as a Core Part of International Law: The School of Salamanca, Slavery, and Marriage \(Sixteenth Century\)](#) », 15 janvier 2024.

M. Bak McKenna, M. Arvidsson, « [Gendering Public and Private International Law: Transversal Legal Histories of the State, Market, and the Family through Women's Private Property Rights](#) », 15 janvier 2024.

F. Antunes Madeira da Silva, « [Private Citizens of the World and Frontier Expansion](#) », 15 janvier 2024.

N. Stybnarova, « [Foreign Relations Law as a Method of Private International Law's Theoretical Self-Reflection and Critique](#) », 15 janvier 2024.

R. Levi, S. Marois, S. Dezalay, « [Lawyers, Archivists, and the Turn to Transparency in the French State](#) », 15 janvier 2024.

[ASIL Insights - American Society of International Law](#)

C.-F. Lin, Y. Naiki, « [Reasserting the Role of Science: Food Safety, Radionuclides, and the SPS Agreement Post-Fukushima](#) », 18 janvier 2024.

[DCU Brexit Institute](#)

H. Yesil, « [EU-Türkiye Relations: An Unstable and Delicate Partnership](#) », 9 janvier 2024.

G. Zaccaroni, « [The non-ratification of the reform of the ESM by the Italian Parliament and the dilemma of the vincolo esterno](#) », 18 janvier 2024.

[EJIL : Talk ! – Blog of the European Journal of International Law](#)

J. Huttunen, « [Countering Instrumentalised Migration: The case for Border Closure Through a Derogation under the ECHR](#) », 2 janvier 2024.

K. Ambos, « [International Criminal Law in Germany: An Overdue but Incomplete Reform](#) », 4 janvier 2024.

L. Pezzano, « [The Obligation to Prevent Genocide in South Africa v. Israel: Finally a Duty with Global Scope?](#) », 4 janvier 2024.

A. de Hoogh, « [Personal Immunities Redux before A Special Tribunal for Prosecuting Russian Crimes of Aggression: Resistance is Futile!](#) », 5 janvier 2024.

J. Lempel, « [Why the ICJ Cannot Order Israel to Stop the War in Gaza as a Provisional Measure](#) », 8 janvier 2024.

M. Milanovic, « [The Mariupol Test: Analysing the Briefs of Third States Intervening in Ukraine and the Netherlands v. Russia](#) », 9 janvier 2024.

M. Weller, « [Does the ICJ have the Legal Authority to Pronounce itself on the Right to Self-Defence?](#) », 10 janvier 2024.

O. Flasch, « [Rebutting Allegations of Genocide Against Israel](#) », 10 janvier 2024.

S. Katsoni, « [How to Maneuver Around Acknowledging the Right to Access Abortion: Some Thoughts on the ECtHR's judgment in M.L. v Poland](#) », 11 janvier 2024.

D. Kingma, « [Caught in a Geopolitical Crossfire: Questioning the Legality of US-Imposed Export Controls on Dutch Computer Chip Machines](#) », 12 janvier 2024.

G. Nishikawa, M. Hesselman, « [Fukushima Nuclear Waste Water Disputes Continued: International Law in Japanese Court?](#) », 16 janvier 2024.

K. Elmahmoud, « [American Pick and Choose or Customary International Law?](#) », 17 janvier 2024.

B. Kunoy, W. Roest, « [Seafloor High Shopping: \(Mis\)applying Article 76 of UNCLOS?](#) », 18 janvier 2024.

E. Antsygina, « [Extended Continental Shelf of the United States: A Landmark Announcement and Its Implications](#) », 18 janvier 2024.

L. Doering, « [Mapping the Hidden Continent of Environmental Disputes](#) », 19 janvier 2024.

K. Casla, « [Spain's Supreme Court is at it again: UN Treaty Body decisions are binding](#) », 22 janvier 2024.

L. Yanev, « [Uneasy Alliances: The Gaza-Conflict before Dutch Courts](#) », 23 janvier 2024.

P. Kehl, « [Seizing Russia's Frozen Assets: Quis iudicabit?](#) », 24 janvier 2024.

V. Kattan, G. Kemp, « [Apartheid as a form of genocide: Reflections on South Africa v Israel](#) », 25 janvier 2024.

M. Fink, « [Protecting commercial shipping with strikes into Yemen: Do attacks against merchant shipping trigger the right of self-defence?](#) », 26 janvier 2024.

M. Milanovic, « [ICJ Indicates Provisional Measures in South Africa v. Israel](#) », 26 janvier 2024.

N. Krisch, « [Speaking the Law, Plausibly: The International Court of Justice on Gaza](#) », 27 janvier 2024.

J. Hartmann, A. E Bastida, A. M. Daza-Clark « [Transition Minerals: A Cautionary Tale from Greenland](#) », 29 janvier 2024.

K. Ambos, G. Urquizo, « [Pardon for Former Peruvian President Alberto Fujimori: New Chapter, Same Plot?](#) », 30 janvier 2024.

O. Kuc, « [BBNJ Treaty and the ITLOS Advisory Jurisdiction](#) », 31 janvier 2024.

J. Dill, « [No peace for the dead: legal questions about Israel's destruction of cemeteries in Gaza](#) », 31 janvier 2024.

[ESIL Reflections- European Society of International Law](#)

K. A. Johnston, « [Rules of Change and the Nature of Customary International Law](#) », 17 janvier 2024.

[EU Immigration and Asylum Law and Policy](#)

M. Ineli-Ciger, « [The EU support for alternatives to immigration detention in Türkiye: a curious case at odds with EU's external migration policy?](#) », 17 janvier 2024.

P. García Andrade, E. Frasca, « [The Memorandum of Understanding between the EU and Tunisia: Issues of procedure and substance on the informalisation of migration cooperation](#) », 26 janvier 2024.

[EU Law Analysis](#)

- S. Peers, « [The New EU Asylum Laws, part 2: the Reception Conditions Directive](#) », 1 janvier 2024.
- S. Peers, « [The New EU Asylum Laws, part 3: the Resettlement Regulation](#) », 2 janvier 2024.
- S. Weatherhill, « [Football Revolution: how do the Court's rulings of 21 December 2023 affect UEFA's role as a 'gatekeeper'?](#) », 4 janvier 2024.
- S. Peers, « [Foreign policy sanctions and criminal law harmonisation](#) », 18 janvier 2024.
- A. Kunst, « [The Council must swiftly implement a legal framework akin to the CEOS for staff employed in CSDP missions: Reflections on the Jenkinson litigation \(Case C-46/22 P\)](#) », 30 janvier 2024.
- T. Van Ho, « [Would've, Could've, Should've: Preliminary Reflections on the EU's New Corporate Sustainability Due Diligence Directive](#) », 31 janvier 2024.

[EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law](#)

- N. Franssen, « [The judgment in G.K. e.a. \(parquet européen\) brought the EPPO a pre-Christmas tiding of comfort and joy but will that feeling last?](#) », 15 janvier 2024.
- I. Venzke, L. Ankersmit, « [The Legality of Banning Fossil Advertising](#) », 16 janvier 2024.
- M. Morvillo, A. Arcuri, D. García-Caro, « [Green light to glyphosate, pesticides and NGTs: Backpedaling on the Green Deal?](#) », 22 janvier 2024.
- M. Grazia Porcedda, « [The GDPR as a cyber risk management system: the ECJ cautiously tackles data breaches in the NAP case](#) », 23 janvier 2024.

M. Magierska, « [No, the Data Protection Complaint is Not a Petition](#) », 25 janvier 2024.

G. Kübek, J. Bornemann, « [International Law as a Trailblazer for a Gender-Sensitive Refugee System in the EU. The Court of Justice's ruling in Case C-621/21. Women who are Victims of Domestic Violence](#) »
29 janvier 2024.

A.-E. Christopoulou, « [Towards a Golden Age of the European Citizens' Initiative?](#) », 30 janvier 2024.

Humanitarian Law & Policy

M. O'Brien, « [Online violence: real life impacts on women and girls in humanitarian settings](#) », 4 janvier 2024.

R. Ghuma, B. Wossen Reta, « [Victim/survivor-centeredness, data protection and open-source collection in accountability: lessons from IIIM-Syria](#) », 9 janvier 2024.

S. Huvé, G. Moulin, T. Ferraro, « [Unblocking aid: the EU's 2023 shift in sanctions policy to safeguard humanitarian efforts](#) », 23 janvier 2024.

International Law Blog

Petra Gümplová, « [Continental Shelf and the Quiet Ocean Commons Grab](#) », 9 janvier 2024.

[International Law Observer](#)

G. Zyberi, « [Application of the Genocide Convention to the Israeli military operations in the Gaza Strip \(South Africa v. Israel\)](#) », 2 janvier 2024.

G. Zyberi, « [Provisional measures in the Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide in the Gaza Strip \(South Africa v. Israel\)](#) », 19 janvier 2024.

[IntLawGrrls](#)

C. M. Bailliet, « [A Call Upon States to Realize Child-Specific Remedies in Conjunction with International Solidarity for Children](#) », 27 janvier 2024.

[Just Security](#)

A. Cohen, Y. Shany, « [Selective Use of Facts and the Gaza Genocide Debate](#) », 2 janvier 2024.

S. Murphy, « [Assessing the DoD Law of War Manual's Approach to Treaties and Customary International Law](#) », 10 janvier 2024.

T. Graham, D. Bernell, « [Success or Failure in Ukraine?](#) », 12 janvier 2024.

P. van Groll, « [Signals of Support for Gender Justice in the Draft Treaty on Crimes Against Humanity](#) », 19 janvier 2024.

R. Goodman, S. Watt, « [Unpacking the Int'l Court of Justice Judgment in South Africa v Israel \(Genocide Case\)](#) », 26 janvier 2024.

« [Top Experts' Views of Int'l Court of Justice Ruling on Israel Gaza Operations \(South Africa v Israel, Genocide Convention Case\)](#) », 26 janvier 2024.

R. Gowan, « [Planning Ahead: How the US May Recover Its Diplomatic Standing at the UN After the Gaza War](#) », 30 janvier 2024.

[Kluwer Arbitration Blog](#)

T. Yi, Q. Zhujun, Z. Jian, « [The CIETAC Arbitration Rules 2024 Comes Into Force](#) », 1 janvier 2024.

S. Nedeva, « [What 'Matters' in a Stay of Proceedings Under Section 9 of the English Arbitration Act 1996? – Republic of Mozambique v Prinvest Shipbuilding SAL \(Holding\) \[2023\] UKSC 32](#) », 2 janvier 2024.

M. Dobrić, I. Edel, « [Security for Costs Against \(Non-Sanctioned\) Russian Claimants? – An Overview Under the Vienna Rules](#) », 3 janvier 2024.

B. Kuzniacki, « [Duel of the Giants: Global Minimum Tax v Global Investment Regime](#) », 4 janvier 2024.

S. Negran, « [Sanctions Disputes and Arbitration: It's a Mess!](#) », 5 janvier 2024.

A. Wang, E. Garrett, S. Macintosh, « [2023 Year in Review: Australia, New Zealand and the Pacific Islands](#) », 5 janvier 2024.

M. Gotsiridze, « [Is the Time Right for a Multilateral Investment Treaty?](#) », 6 janvier 2024.

R. Macin, L. Perez, « [Environmental Protection Policies and Foreign Investment in Latin America: Lessons from Michael Anthony Lee-Chin v. the Dominican Republic](#) », 7 janvier 2024.

E. Lenier Ives, « [2023 in Review: U.S. Courts Wrestle with New Issues and Refine Old Doctrine](#) », 8 janvier 2024.

D. Páez-Salgado, A. F. Oliveira, F. Zetina, « [2023 in Review: Commercial Arbitration Highlights in Latin America](#) », 9 janvier 2024.

D. Loh, Y.-J. Kang, « [2023 Year in Review: Southeast Asia](#) », 10 janvier 2024.

G. E. Nanni, P. Guilhardi, A. Bueno Dantas, « [Brazilian Bill No. 2.925 of 2023: The Publicity of Class Arbitrations involving Corporations, its Investors, Officers and Major Stakeholders](#) », 11 janvier 2024.

I. Owa, « [Interviews with Our Editors: South Africa in the Spotlight with Svetlana Vasileva-Stratenwerth, Secretary General at the Arbitration Foundation of Southern Africa \(AFSA\) International](#) », 12 janvier 2024.

D. Páez-Salgado, F. Zetina, A. F. Oliveira, « [2023 Year in Review: Latin America and Investment Arbitration](#) », 13 janvier 2024.

B. Silva, « [Tendencies in Investment Arbitration in Latin America: Current Issues and Challenges](#) », 14 janvier 2024.

H. Taychayev, Y. Zhao, Y. Yuan, « [2023 Year in Review: Trends and Developments in East and Central Asia](#) », 15 janvier 2024.

I. Selim, M. Hafez, « [CRCICA Launches New Arbitration Rules 2024](#) », 15 janvier 2024.

J. Hendrik Fahner, D. Eckenhausen, « [Asymmetrical Avenues for Annulment – The Continuing Controversy over the Setting Aside of Negative Jurisdictional Decisions](#) », 16 janvier 2024.

A. Ye, « [McCconnell v. Advantest America, Inc. – California Court of Appeal Finds Subpoena of Nonparties for Production/Appearance at Discovery Hearing Exceeds Arbitrator’s Power](#) », 17 janvier 2024.

P. Doraisamy, P. Kamnani, « [Arbitration Agreements and Insolvency Proceedings: Comparing the Pro-Arbitration Perspectives in Singapore, the United Kingdom, and India, and Calling for International Consensus](#) », 18 janvier 2024.

W. Buchwitz, « [Should Arbitration Agreements Contain Fixed Deadlines?](#) », 19 janvier 2024.

C. Mueller García, A. Ochoa Quintana, « [Who Prevails? The Powers of the Arbitrator With Respect to Court-Ordered Interim Measures in Mexico](#) », 20 janvier 2024.

D. Ziyayeva, C. Gilfedder, « [Ireland on the Global Stage: A Whirlwind Tour of Developments in International Arbitration](#) », 21 janvier 2024.

A. Leray, M. El Harti Alonso, « [Washington Arbitration Week Recap: the Ukraine Crisis and Post-War Scenarios](#) », 22 janvier 2024.

R. J. Renard, « [2023 Year in Review: Technology](#) », 22 janvier 2024.

R. Alfahad, « [Bahrain Court of Cassation Explains the Effects of Mediation on the Arbitration Agreement](#) », 23 janvier 2024.

I. Owa, « [2023 Year in Review: A Transformative Expedition of Arbitration in Africa](#) », 24 janvier 2024.

A. Janssens, « [Ascendancy of Institutional Arbitration in the Gulf: Abu Dhabi Adds New International Arbitration Centre](#) », 24 janvier 2024.

M. A. El Murtadi Suleiman, « [Is the “Africanization” of International Investment Law Needed?](#) », 25 janvier 2024.

E. Leks, « [Can Indonesian Courts Override Arbitration Agreements When Claims Involve Third Parties?](#) », 26 janvier 2024.

A. Cottin, V. Osykin, « [2023 Year in Review: Arbitration-Related Developments in France](#) », 27 janvier 2024.

K. Connolly, C. Dolinar-Hikawa, T. Molokhoeva, « [2023 Year in Review: A Look at International Arbitration in California](#) », 29 janvier 2024.

C. D. Hein, « [Much Ado About Nothing? – Advocating for Legality Clauses instead of ESG and CSR Investor Obligations in International Investment Agreements](#) », 30 janvier 2024.

M. J. Alarcon, « [2023 in Review: Climate Change and ISDS – Reshaping Investment Arbitration to Achieve Climate Goals](#) », 31 janvier 2024.

[MJIL Blog – Blog of Michigan journal of international law](#)

V. Urrea, « [The International Community’s Need for Human Oversight in Artificial Intelligence](#) », janvier 2024.

[MJIL Blog – Minnesota Journal of International Law](#)

W. Erickson, « [U.N. Cybercrime Treaty a Potential Threat to Free Speech](#) », 29 janvier 2024.

[Opinio Juris](#)

T. N. Lewis Arredondo, « [Incorporating ChatGPT into Human Rights Pedagogy and Research Practices](#) », 2 janvier 2024.

S. Dal Monico, « [A New Horizon in Biopiracy Trends? Preliminary Considerations on Digital Sequence Information on Genetic Resources](#) », 3 janvier 2024.

T. Mariniello, « [The ICC Prosecutor’s Double Standards in the Time of an Unfolding Genocide](#) », 3 janvier 2024.

K. J. Heller, « [A Response to Mariniello About the Palestine Investigation](#) », 4 janvier 2024.

E. Harary, « [In Ukraine, Russian Passportization Generates Effective Denationalization](#) », 4 janvier 2024.

O. Spijkers, « [Summary Proceedings About the Delivery from the Netherlands of Parts for F-35 Fighter Planes to Israel \(Part I\)](#) », 5 janvier 2024.

M. al Attar, « [At World’s End: Palestine, the ICJ, and a New Dawn in International Law](#) », 9 janvier 2024.

D. Keane, « [South Africa v Israel and CERD’s Early Warning and Urgent Action Procedure: Part II](#) », 16 janvier 2024.

M. al Attar, « [What Has 2023 Taught Us About Tomorrow’s Universities? From AI to Palestine](#) », 19 janvier 2024.

M. J. Ventura, « [Time for the ICC Office of the Prosecutor to Invoke Article 19\(3\) of the Rome Statute \(1998\): The International Criminal Court’s jurisdiction in the Situation in the Philippines](#) », 22 janvier 2024.

L. Pezzano, « [Legal Consequences of Peremptory Norms: A Missing Part in the South Africa v. Israel Case and an Opportunity to Reinforce Jus Cogens](#) », 23 janvier 2024.

A. Rahman, « [On the Synergic Interpretation of Right to Gender Identity Through Freedom of Expression: Doing More Harm Than Good?](#) », 24 janvier 2024.

M. Chiam, M. Cormier, A. Hood, « [Law, War and Letter Writing: Thoughts on Open Letters in International Law](#) », 26 janvier 2024.

M. Sterio, « [The ICJ's Provisional Measures Order in the South Africa v. Israel Case: Unsurprising; Politically and Legally Significant](#) », 27 janvier 2024.

J. McIntyre, A. Plan, « [The ICJ Goes Viral: Transparency and Sensationalism in South Africa v. Israel](#) », 31 janvier 2024.

R. Grey, L. Stern, « [‘Kadago’ in the Courtroom: Language Disputes in Atrocity Trials](#) », 31 janvier 2024.

[RLI Blog on Refugee Law and Forced Migration](#)

Y. Furukawa, « [New Complementary Protection in Japan: Legislative Journey and Ambiguities in Defining Beneficiaries](#) », 3 janvier 2024.

N. Banks, « [Old Strategy in New Clothes: Parallels in Asylum and Pandemic Policy & Discourse in Australia](#) », 5 janvier 2024.

A. Reza, « [In conversation with Laetitia van den Assum – “The International Community Hasn’t Forgotten The Rohingya Refugees Yet”](#) », 10 janvier 2024.

J. Zomignani Barboza, « [Indefinite detention is finally declared unlawful in Australia: what next?](#) », 16 janvier 2024.

J. Crisp, « [Refugee protection at Europe’s borders: problems and proposals for change](#) », 31 janvier 2024.

[Strasbourg Observers](#)

C. Cocito, « [Glukhin v. Russia: facial recognition considered highly intrusive but not inconsistent with fundamental rights](#) », 9 janvier 2024.

F. Peerboom, « [A.D. v Malta: The Continuous Application of a Defective Asylum System](#) », 12 janvier 2024.

M. Wąsik, « [Przybyszewska and Others v. Poland: A Milestone for Poland while a Tiny Brick for Other Countries](#) », 16 janvier 2024.

T. Virgili, « [Internationale Humanitäre Hilfsorganisation v. Germany: An Organisation Supporting the Terrorist Entity Hamas Does Not Enjoy Protection under the ECHR](#) », 19 janvier 2024.

M. Spaander, « [Baret & Caballero v. France: unanimous refusal of access to posthumous reproduction with an uneasy aftermath](#) », 23 janvier 2024.

E. De Clerq, « [State omission to compensate unharvested wood, towards more consolidation? Associations of communally-owned forestry proprietors v. Romania](#) », 26 janvier 2024.

L. Carchilan, « [Tadić v. Croatia – does discussing an ongoing case with a third party amount to a breach of impartiality under Article 6 § 1?](#) », 30 janvier 2024.

[Verfassungsblog](#)

M. Mota Delgado, « [The European Game. The ECJ and its Sports Model after 'European Super League'](#) », 4 janvier 2024.

M. Bovermann, « [Putting X's Community Notes to the Test](#) », 8 janvier 2024.

I. Mann, « [The Missing Party. On South Africa's Legal Strategy in its Genocide Application before the ICJ](#) », 11 janvier 2024.

C. Walter, « [Why Germany Should Join Sides with Israel before the ICJ in its Defense against South Africa's Accusation of Genocide](#) », 12 janvier 2024.

I. Mann, « [Managed Violence. Provisional Measures in South Africa's Genocide Application](#) », 15 janvier 2024.

D. Çelebi, L. M. Koop, L. Melchior, « [Germany Blocks Europe-Wide Protection of Women Against Violence. Why a European Harmonization of the Definition of Rape is Possible and Necessary](#) », 17 janvier 2024.

I. Kampourakis, « [Unpacking the Critical Raw Materials Act. Market Instrumentalism and Extractivism in the Pursuit of Domestic Green Growth](#) », 18 janvier 2024.

L. Riemer, L. Scheid, « [Leading the Way. The IACtHR's Advisory Opinion on Human Rights and Climate Change](#) », 18 janvier 2024.

A. Shinar, « [Free Speech in the Shadow of the Israel-Gaza War](#) », 24 janvier 2024.

I. Mann, « [Counter-Genocidal Governance. A social-legal perspective on litigating the crime of crimes](#) », 25 janvier 2024.

K. El Mahmoud, « [Measuring with Double Legal Standards. Germany's Intervention in Support of Israel before the ICJ](#) », 25 janvier 2024.

Z. Szente, « [Too Little, Too Late. Four Reasons Why EU Sanctions against Hungary Do Not Work](#) », 26 janvier 2024.

V. Kosta, O. Ceran, « [A Way Forward? Protecting Academic and Scientific Freedom in the EU](#) », 29 janvier 2024.

I. Mann, « [Provisional Measures as Tools of American Empire](#) », 29 janvier 2024.

Joyce De Coninck, « [Shielding Frontex 2.0. The One with the Impossible Proof](#) », 30 janvier 2024.

P. Hilpold, « [South Africa v Israel: A Solomonic Decision as "Constructive Ambiguity"](#) », 31 janvier 2024.

K. Bergtora Sandvik, « [The Ambivalent Juridification of Humanitarian Space](#) », 31 janvier 2024.

[Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen](#)

K. McInnes, « [Indignity Trending. Why International Criminal Law Must Respond to Atrocity Crimes Shared on Social Media during the Israel-Hamas War](#) », 15 janvier 2024.

J. McIntyre, « [Telling Stories at the International Court of Justice. The Provisional Measures Hearings in South Africa v. Israel](#) », 16 janvier 2024.

R. Oidtmann, « [Introducing the Book Review Symposium on ‘International Criminal Tribunals and Domestic Accountability’](#) », 22 janvier 2024.

E. Baylis, « [Mobilizing International Networks for Domestic Accountability](#) », 22 janvier 2024.

G. Bates, « [The Political Realities of Complementarity](#) », 23 janvier 2024.

E. Keppler, « [Not All Shadows Are Created Equal. ICC’s Unique Role in Prompting Domestic Accountability Advances](#) », 23 janvier 2024.

D. Perissi, G. Mushiata, « [Going Beyond the ICC. The Congolese Accountability Ecosystem](#) », 24 janvier 2024.

S. J. Rapp, « [Complementarity at the Regional Level. The Approach of the Extraordinary African Chambers to Suspects Other Than Hissène Habré](#) », 24 janvier 2024.

K. Mehta, « [In the Court’s Shadow. Writing Selectivity in the ICC’s Procedures](#) », 25 janvier 2024.

P. I. Labuda, « [The Positive Complementarity Turn. Institutional Design, Politics and the Way Forward](#) », 25 janvier 2024.

O.-C. Tech, « [An Instrument of Extortion? The National Security Exception under Art. XXI GATT](#) », 31 janvier 2024.

Blogs de langue espagnole

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

[Aquiencia](#)

« [International Criminal Law Summer Course at the Nuremberg Principles Academy](#) », 9 janvier 2024.

[El Blog de José Carlos Fernández Rozas](#)

Janvier

« [El Estado de Israel deberá adoptar todas las medidas a su alcance para impedir la comisión de todos los actos comprendidos en el ámbito del artículo II de la Convención para la Prevención y la Sanción del Delito de Genocidio, en relación con los palestinos de Gaza \(Orden de la CJI 26 enero 2024\)](#) », 26 janvier 2024.

« [Sudáfrica acusa a Israel de «conducta genocida» ante la Corte Internacional de Justicia \(11 enero 2024\)](#) », 11 janvier 2024.

« [A lo largo de 2024 La Haya conmemorará los 125 años de la Primera Conferencia de Paz de La Haya \(4 enero 2024\)](#) », 11 janvier 2024.

Décembre

« [La Asamblea General de las Naciones Unidas aprueba una resolución pidiendo un alto el fuego humanitario inmediato en Gaza \(12 diciembre 2023\)](#) », 13 décembre 2023.

Blogs de langue italienne

Avec la contribution de Chiara Parisi, docteur de l'Université Côte d'Azur

Aucune publication pour le mois de janvier 2024.